

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 24/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



G'IMPRIM SAS

Rue du Calvaire
43600 STE SIGOLENE

Références : 22-014
Code AIOT : 0005602301

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement G'IMPRIM SAS implanté Z.I. les Taillas 43600 STE SIGOLENE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- G'IMPRIM SAS
- Z.I. les Taillas 43600 STE SIGOLENE
- Code AIOT : 0005602301
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'entreprise G'IMPRIM est spécialisée dans l'impression. Elle dispose d'une capacité annuelle de 500 millions de mètres linéaires d'impression sur films polyéthylène pouvant être découpés à la largeur demandée par le client. Le site est climatisé avec une hygrométrie contrôlée permettant de garantir la constance dans la qualité d'impression.

L'entreprise dispose de 7 lignes d'impression et emploie 40 personnes.

Le site produit 350 jours par an, 7 jours sur 7.

Le site est connu des installations classées depuis 2011 et exploite deux activités au régime de l'autorisation : la rubrique n°2450 « imprimeries ou atelier de reproduction graphique » et la rubrique n°3670 « traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques ».

Lors de la précédente inspection; il a été souligné que l'exploitation de l'installation pour une activité classée sous la rubrique n°3670 devait être régularisée par le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale. Ce dossier a effectivement été transmis le 22 juin 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité du dossier de demande d'autorisation environnementale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Surveillance des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/08/2011, article 4.3.7	/	Sans objet
8	Mise en conformité aux MTD	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 515-62	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures de COV	Arrêté Préfectoral du 02/08/2011, article 9.2.1	/	Sans objet
4	REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet
5	Etude foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
7	Capacité de la fosse de rétention	Arrêté Préfectoral du 02/08/2011, article 7.4.5	/	Sans objet
8	F-gaz	Règlement européen du 16/04/2014, article 4	/	Sans objet
9	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 02/08/2011, article 9.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection avait pour objectif de comparer le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 22 juin 2022 à l'exploitation actuelle du site. Ainsi, cette inspection mène à de multiples demandes de précisions permettant une meilleure appréciation des enjeux du site pour l'instruction de la demande d'autorisation environnementale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2011, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'utilisation d'une installation de traitement des rejets de COV, une analyse des émissions portant sur les paramètres visés à l'article 3.2.2 du présent arrêté, est effectuée au minimum une fois par an.
Constats : Les COV sont mesurés annuellement en aval du RTO. La dernière mesure a été réalisée en mai 2022, mais l'exploitant est en attente du rapport d'analyse. Il est demandé que celui-ci soit transmis à sa réception, sous 30 jours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 3. Le fournisseur fournit au destinataire à sa demande une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II, lorsque le mélange ne répond pas aux critères de classification comme mélange dangereux conformément aux titres I et II du règlement (CE) no 1272/2008, mais contient: a) en concentration individuelle \geq à 1 % en poids pour les mélanges autres que gazeux et égale ou supérieure à 0,2 % en volume pour les mélanges gazeux, au moins une substance présentant un danger pour la santé ou l'environnement; ou b) en concentration individuelle \geq à 0,1 % en poids pour les mélanges non gazeux, au moins une substance cancérigène de la catégorie 2 ou toxique pour la reproduction de la catégorie 1A, 1B et 2, un sensibilisant cutané de la catégorie 1, un sensibilisant respiratoire de la catégorie 1, ou ayant des effets sur ou via l'allaitement, ou qui est persistante, bioaccumulable et toxique (substance chimique PBT) conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII ou très persistante et très bioaccumulable (substance chimique vPvB) conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou a été incluse, pour des raisons autres que celles qui sont visées au point a), dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1; ou c) une substance pour laquelle il existe, en vertu des dispositions communautaires, des limites d'exposition sur le lieu de travail.
Constats : Tous les fournisseurs des produits dangereux (notamment encres) sont dans l'Union Européenne, ainsi le site n'a pas le statut d'importateur sous REACH, mais uniquement d'utilisateur en aval. G'Imprim demande tous les ans à ses fournisseurs d'attester l'absence de SVHC, ainsi que de substances relevant des annexes XVII et XIV de REACH.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Etude foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Etude foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : L'étude de danger fournit dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale révèle des points en attente de mise en conformité à l'issue de l'étude technique du risque foudre. L'exploitant indique que les travaux ont été réalisés. Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 30 jours les justificatifs de la réalisation des travaux recommandés face au risque foudre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2011, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets d'eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites ci- dessous définies : Matières en suspension totales MEST 35 mg/L Demande chimique en oxygène DCO 125 mg/L Demande biochimique en oxygène DBO 30 mg/L Hydrocarbures 10 mg/L
Constats : Les derniers résultats de la surveillance triannuelle des eaux pluviales non polluées portent sur les MES, la DCO et la DBO. En revanche, l'exploitant ne dispose pas de résultats d'analyse pour les hydrocarbures. L'exploitant justifiera sous trente jours de la réalisation annuelle du nettoyage du déboureur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Capacité de la fosse de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2011, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de la fosse de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.
Constats : Le niveau de remplissage de la fosse est régulièrement contrôlé visuellement par une trappe. Le système est conçu de façon à récolter uniquement les eaux d'extinction incendie (grands volumes), et non les épandages accidentels, ainsi la fosse reste vide en l'absence de déclenchement du système d'extinction. Le nettoyage de la fosse par balayage est réalisé deux fois par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : F-gaz

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, F-gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. Les exploitants d'équipements qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 5 tonnes équivalent CO ₂ , non contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. [...] 3. Les contrôles d'étanchéité en vertu du paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante : [...] b) pour les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 50 tonnes équivalent CO ₂ mais inférieures à 500 tonnes équivalent CO ₂ : au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé, au moins tous les douze mois;
Constats : Les équipements frigorigènes de G'Imprim ont une charge de 231téq CO ₂ . Un contrôle d'étanchéité est donc obligatoire tous les 6 mois, en l'absence de détecteur de fuite. L'exploitant a fait réaliser ces contrôles par le Froid Forézien, qui est un opérateur attesté. La dernière fuite a eu lieu en janvier 2021, la maintenance a été réalisée à l'issue du contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mise en conformité aux MTD

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 515-62
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité aux MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions des articles R. 181-43 et R. 181-54, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles adoptées par la Commission européenne en application de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 servent de référence pour la fixation des conditions d'autorisation imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation.</p> <p>Constats : Le site ayant dépassé les seuils de classement sous une rubrique dite IED, l'installation doit se conformer aux meilleures techniques disponibles de son secteur (traitements de surface utilisant des solvants organiques - STS). Il s'est comparé aux MTD dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, qui fait état de nécessité de se mettre en conformité pour les MTD 5, 10 et 19. Il est attendu sous 30 jours un plan de mise en conformité à ces MTD.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2011, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation, est mis à jour annuellement.</p> <p>Constats : Le dossier de demande d'autorisation environnemental présente le PGS relatif aux consommations de l'année 2021. Les dernières estimations de teneurs en solvants dans les déchets remontent néanmoins à 2016. L'exploitant indique qu'une nouvelle analyse de la teneur en solvants dans les déchets est en cours, et que les résultats sont attendus prochainement. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le résultats de cette nouvelle analyse sous 30 jours.</p> <p>De plus, le PGS transmis indique qu'aucun autre mode de libération de COV n'a été identifié que les émissions listées par le guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants de l'INERIS (décembre 2003). L'exploitant précisera s'il a connaissance de la possibilité d'émissions de COV par les films plastiques pendant l'impression, et si les COV des encres et solvants peuvent être dégradés en d'autres composés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet